

Secrétariat
SGB/31/Add. 1

8 janvier 1947.

CIRCULAIRE No. 31 DU SECRETAIRE GENERAL, ADDENDUM 1.

Destinataires : Membres du personnel des Nations Unies.

Objet : ARRANGEMENTS CONCERNANT L'INSTALLATION DES MEMBRES
DU PERSONNEL AU SIEGE PROVISoire DE L'ORGANISATION.

La circulaire SGB/31 est modifiée comme suit :

1. Tous les ayants-droit (tels que les définit le paragraphe 5 du document SGB/31), à l'exception de :

a) ceux qui reçoivent des indemnités pour frais de représentation; et

b) les membres du personnel à contrat limité ou le personnel prêté, tels que les définissent les paragraphes 4 (d) et 4 (e) du document SGB/31,

qui ont loué ou loueront un appartement dans le cadre du système de logement des Nations Unies, auront droit, à partir de l'entrée en vigueur du bail, à la fois à l'indemnité mensuelle de loyer et à l'allocation d'installation fixées par les paragraphes 15 et 16 du document SGB/31. Ceux qui reçoivent l'indemnité pour frais de représentation (y compris les frais de réception) ne recevront que l'allocation d'installation.

Les membres du personnel qui, aux termes du paragraphe 5 du document SGB/31 n'étaient pas rangés parmi les ayants-droit, ne percevront que l'indemnité mensuelle de loyer, à moins qu'ils ne soient ou ne deviennent membres titulaires du personnel, auquel cas ils pourront recevoir l'allocation d'installation.

2. Tous les membres titulaires du personnel (tels que les définit le paragraphe 4 (b) du document SGB/31) qui ne participent pas au système de logement des Nations Unies, auront droit à l'allocation d'installation, pourvu qu'ils en fassent la demande avant le 15 mars 1947, mais, une fois cette allocation payée, ils n'auront plus aucun droit à une allocation ultérieure du même ordre.

3. Les amendements ci-dessus ne modifient pas le règlement en vertu duquel aucun membre du personnel n'aura droit à l'indemnité journalière de séjour dès que ou après que ce fonctionnaire aura loué un logement dans le cadre du système de logement des Nations Unies, ni après le 15 mars 1947.

Pour le Secrétaire général et par ordre

Le Sous-Secrétaire général
chargé du Département des Services administratifs et financiers,